

En refusant de nationaliser Arcelor Mittal, le gouvernement capitule une fois de plus devant le patronat.

En effet, l'accord signé ne profite qu'au groupe Mittal et pas du tout aux salariés de Florange car avant tout, il entérine l'arrêt de la filière chaude. En échange de la promesse d'investir seulement 40 millions d'euros par an pendant 5 ans dans la filière froide, en permettant au groupe Mittal de faire l'économie des investissements nécessaires à la modernisation de la filière chaude et en se dégageant du plan social, cette décision menace la pérennité du site à moyen terme.

C'est une double bonne affaire pour le groupe Mittal, car la capitulation du gouvernement Ayrault lui permet de préserver ses marges en évitant la reprise de l'ensemble du site par un groupe concurrent, public ou privé.

Par contre, c'est une très mauvaise affaire pour la sidérurgie française.

Inévitablement, l'arrêt de la filière chaude se traduira par des suppressions d'emploi en amont chez les sous traitants, ce qui aggravera encore la situation désastreuse de la région ou le bassin d'emploi est déjà bien sinistré par la casse industrielle. Par ailleurs, les travaux permettant la reprise des hauts fourneaux à travers le projet écologique Ulcos ne sont pour l'instant associés d'aucune garantie. Le communiqué d'Arcelor Mittal ne fait du reste aucune mention de ce projet.

Le Parti de Gauche s'indigne de la méthode du gouvernement ayant consisté à faire croire aux salariés, qui ont aujourd'hui le sentiment légitime d'avoir été trahi, que la nationalisation était acquise, et prend acte du fait que le Premier Ministre choisit de désavouer ouvertement Arnaud Montebourg, ministre du Redressement Productif, sur cette question majeure de politique industrielle, en estimant que la politique de nationalisation "n'est pas efficace".

Le Parti de Gauche continuera à apporter tout son soutien aux salariés en lutte depuis 18 mois, et réitère sa demande de nationalisation de la sidérurgie française, sous contrôle des travailleurs et de l'Etat, et la modernisation du site dans les plus brefs délais dans le cadre de la planification écologique.